Imprimatur

#694
GRATUIT
JANVIER 2016

CHARLIE & SES
DRÔLES DE DRAMES

LET'S DANCE !

QUAND BOWIE PASSAIT À TALENCE

Histoire du concert à la Médoquine ■ P23

Journal école de l'Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine

Sommaire

■3 **DOSSIER** Aux lendemains de Charlie
■6 **ACTU LOCALE** Jeunes et radicalisés
■7 **POLITIQUE** Donner ses données
■8 **INTERNATIONAL** Conflit Irano-Saoudien
■10 **JUSTICE** Compte-rendu de procès
■11 **REPORTAGE PHOTO** Avis de tempête
■14 **ÉCONOMIE** 4 start-up à Las Vegas
■15 **TECH** Obsolescence programmée
■16 **MEDECINE** Fréquences en or
■17 **ENVIRONNEMENT** La centrale de Cestas
■18 **SPORT** La desserte du Matmut
■19 **SPORT ET MEDIA** Entretien Jérôme Millagou
■20 **MEDIA** Les féministes 2.0
■21 **CULTURE** Réédition Mein Kampf
■22 **CULTURE** Jean-Claude Guillebaud
■23 **LE JOUR OÙ** David Bowie était à Bordeaux
■ 24 **COUPS D'COEUR**

Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

Fondateur : Robert Escarpit
Directeur de la publication : François Simon
Directeur de rédaction Jean-François Brieu
Directeur artistique Cyril Fernando
Rédacteurs : Yaël Benamou, Jennifer Biabantou, Valentin Breuil, Manon Bricard, Mickaël Chailloux, Gérémy Charrier, Vincent Chevais, Hadrien Claveau, Pascal Corazza, Clara Delente, Manon Derdevet
Photo de couverture : Manon Derdevet
Contact : journalisme@ijba.u-bordeaux-montaigne.fr
05 57 12 20 20
Impression : PDG - Bordeaux

ijba.fr

DIEU ! MAIS QUE MARIANNE ÉTAIT JOLIE !

Manon Derdevet

En ce dimanche de janvier, le soleil peine à se lever sur la statue de Marianne et sur la place de la République. Construite au carrefour des 3e, 10e et 11e arrondissements de Paris, la statue est le point de rencontre d'une certaine France, la France dite « Charlie ». Les badauds meurtris à divers titres par les attentats viennent se recueillir sur ce mausolée – presque - improvisé. Du haut de ses treize mètres, le colosse de bronze est devenu le symbole de l'unité nationale de tous les partis... ou presque. Sur son piédestal, des milliers de minuscules lucioles s'illuminent, des centaines de dessins et d'inscriptions la décorent : « devoir de mémoire », « les religions unies contre la haine », « nous n'avons pas peur ».

« Dieu mais que Marianne était jolie », fredonnait déjà Michel Delpech en 1973. 149 innocents ont perdu la vie cette année sous les balles de terroristes, des centaines de personnes ont été blessées et des millions se sont retrouvées au pied de Marianne le temps d'un hommage. Plus que jamais, la place de la République porte bien son nom. Il y a un an, elle avait accueilli plusieurs millions de Français réunis le 11 janvier au nom de la liberté d'expression, de la fraternité, de l'unité. Un an plus tard, ils ne sont plus que quelques centaines à se retrouver pour entonner une énième fois la Marseillaise et déposer presque religieusement une bougie vite éteinte par la pluie battante de l'hiver parisien. La foule a disparu et l'esprit Charlie s'est évanouit. L'état d'urgence aurait-t-il tué la sacro-sainte unité nationale ?

Phare des libertés quand nombreux sont ceux qui ont peur d'en être déchus, Marianne a désormais un voisin sur la place. Un chêne, autre symbole de la République, lui fait face. Avec « l'arbre du souvenir », le président et la maire de Paris semblent vouloir multiplier les symboles républicains... de peur, peut-être, qu'ils ne leurs échappent.

Photos : Manon Derdevet

AUX LENDEMAINS DE CHARLIE

AFP / JACQUES DEMARTHON

OÙ EN EST CHARLIE ?

Un an après les attentats de janvier 2015, *Charlie Hebdo* ne semble pas avoir changé. Toujours virulent, toujours critique. Mais en interne, cette année a été décisive. Entre reconstructions et déchirements.

Manon Bricard

Un dieu haineux en couverture. *« L'assassin court toujours»* en titre. Le numéro de *Charlie Hebdo* paru la semaine dernière dénonce avec véhémence les meurtres perpétués au nom des religions. Certains avaient imaginé que les attentats changeraient *Charlie Hebdo.* Que le journal deviendrait plus sage, plus modéré, plus mesuré. A l'évidence, cette Une prouve le contraire. La revue satirique continue à rire, de tout et surtout des religions, à mettre le doigt où ça fait mal, à susciter l'indignation. Cela n'a pourtant pas été simple: après les attentats de janvier, le journal a dû aller de l'avant et faire peau neuve, au milieu de départs et de tensions. Un an après, une question demeure : Charlie, t'en es où ?

UNE ÉQUIPE AMPUTÉE

Le 7 janvier 2015, les frères Kouachi déciment la rédaction. Le bilan est tragique : douze morts et onze blessés. L'équipe est amputée de son directeur de publication, de cinq dessinateurs et de deux chroniqueurs. Les 25 et 31 septembre, le chroniqueur Patrick Pelloux et le dessinateur Luz quittent respectivement le journal, évoquant raisons personnelles et traumatismes post-attentat. C'est près de la moitié de l'équipe qui manque à l'appel.

Mais la rédaction cherche à se restructurer. Riss remplace Charb au poste de directeur, Catherine Meurisse succède à Cabu en tant que directrice artistique. Ce n'est pas suffisant, et des chaises restent vides en conférence de rédaction : *«Il faudrait deux ou trois dessinateurs de plus, pour soulager Coco et Riss, qui font 60 % à 70 % du journal aujourd'hui»,* note Eric Portheault dans les colonnes de Libération du 5 janvier dernier. L'équipe, elle, a été baladée. Difficile de revenir dans les locaux où a eu lieu le massacre, évoque Riss au micro de France Inter. Trop de souvenirs. Accueillie dans les locaux de Libération, la rédaction finit par déménager en septembre à une adresse tenue secrète et ultra-sécurisée. Des anciens locaux, ils n'ont rien gardé, tous les meubles ont été jetés, dans une tentative désespérée de tourner la page.

ARGENT ET TENSIONS

En janvier 2015, deuil, colère, puis solidarité se succèdent: le journal reçoit 4,2 millions d'euros en dons, reversés aux familles des victimes. Avec la sortie du numéro spécial post-attentat, *« Tout est pardonné »* le 14 janvier de la même année, c'est ce sont 7,5 millions d'exemplaires du journal qui sont vendus. Un record. Au cours de l'année, le nombre d'abonnements est multiplié par 22, et les ventes hebdomadaires par 3 par rapport aux 10 000 des années précédentes.

La question de la direction financière déchire l'équipe. En mars 2015, un mail relayé par la presse dévoile les divisions internes. Une partie du journal s'associe contre la direction pour réclamer plus de transparence, une gouvernance commune, et une ouverture du capital à l'ensemble de l'actionnariat salarié. Le 24 juin 2015, Charlie Hebdo devient officiellement la première « entreprise solidaire de presse ». Ce statut l'oblige à réinvestir au moins 70% des bénéfices annuels. Les actions détenues par la famille de Charb ont été rachetées par Riss et le directeur financier Eric Portheault, qui possèdent respectivement 67% et 33% des actions du journal. Sur *France Inter*, le 5 janvier dernier, Zineb El Rhazoui, journaliste chez Charlie, dénonce cette concentration de pouvoir : *"beaucoup d'argent et de pouvoirs sont concentrés entre très peu de mains (...) je me dis que c'est extrêmement décevant de se dire que Charlie Hebdo continue à être une entreprise plus capitaliste que jamais"*.

Alors qui est aujourd'hui Charlie ? Un journal polémique et virulent, sans aucun doute. Mais un Charlie traumatisé et divisé.

BRUNO DIVE
AU CŒUR DES ATTENTATS

Bruno Dive, journaliste et éditorialiste à *Sud-Ouest*, a publié le 7 janvier dernier - hasard du calendrier ?- un livre intitulé « Au coeur du pouvoir : l'exécutif face aux attentats ». Dans le même temps, il a co-écrit un documentaire sur le même thème avec Antoine Vitkine. Pour *Imprimatur*, il revient sur son travail et sur son « esprit Charlie ».

Manon Derdevet

Comment avez-vous eu l'idée de réaliser le livre « Au coeur du pouvoir : l'exécutif face aux attentats », puis le documentaire ?
En tant que journaliste politique, je suis souvent en contact avec les membres du gouvernement. François Hollande, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve ont accepté de témoigner pour nous. L'idée était de faire raconter aux conseillers, aux magistrats et aux policiers leur expérience de l'attentat qui a visé Charlie.

Dans ce livre, vous analysez aussi la réponse des Français aux attentats. Comment l'expliquez-vous ?
D'abord, je pense que les Français étaient touchés au cœur. L'accumulation des attentats a soulevé l'indignation et entraîné la cohésion des gens. On voit bien que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare. Au-delà des clivages politiques, on est uni par l'essentiel. François Hollande a réussi à capter presque tous ces mouvements politiques, même s'il n'a pas su capitaliser sur ce sentiment d'unité.

Le 11 janvier 2015, ils étaient des millions à travers toute la France à se mobiliser. Un an plus tard, lors de l'hommage national, ils n'étaient plus que quelques centaines. Comment expliquez-vous cette démobilisation ?
C'est assez triste, c'est vrai. Je pense qu'il y a eu trop de commémorations dans la semaine, beaucoup de documentaires, de livres, je pense qu'on aurait pu s'en tenir là. Et puis, les gens n'ont pas très bien compris. Lors de cet hommage, Johnny Hallyday n'a même pas chanté face à la foule, mais face au gouvernement et aux familles des victimes. Les gens étaient tenus à l'écart, séparés par des dizaines de policiers et des barrières. Cela n'incitait pas à venir.
Et puis il y a eu cette polémique qui prétendait que Johnny n'avait pas sa place sous prétexte que Cabu et les autres ne l'aimaient pas. Il faut être plus ouvert. Mais, même moqué, il est venu chanter. Johnny est peut-être le dernier Charlie !

Le 6 janvier dernier, vous avez publié un édito que vous avez intitulé « Pourquoi je ne suis plus Charlie ? » Dire « je suis Charlie » a-t-il encore un sens à l'aube de 2016 ?
Cette formule était peut-être exagérée. J'ai dit cela en réponse à la dernière une de Charlie qui montrait un Dieu assassin. J'étais choqué. Je trouve qu'ils ont choisi la facilité. Mais ce que j'aurais dû ajouter à mon édito, c'est que s'il fallait manifester demain pour que les dessinateurs de *Charlie Hebdo* , comme ceux de l'*Humanité* ou de *Valeurs Actuelles,* puissent publier ces dessins, j'irais sans hésiter. Même si je ne suis pas d'accord avec eux. C'est ça, être Charlie. C'est croire en la liberté d'expression. C'est montrer son attachement au droit de rire de tout et au droit à l'insolence.

Illustration : Elliot Raimbeau

«NON, UNE IMAGE NE VAUT PAS MILLE MOTS»

Marie-France Chambat-Houillon à l'exposition "La face cachée de la une " organisée à la bibliothèque Mériadeck.

Yael Benamou

Marie-France Chambat-Houillon, spécialiste de l'image dans les médias, revient pour *Imprimatur* sur le pouvoir des dessins de presse. Décryptage d'une année où le dessin a fait couler beaucoup d'encre.

Manon Derdevet
& Yaël Benamou

Que pensez-vous de la une de Charlie Hebdo parue au début du mois de janvier ?
Elle s'inscrit dans la tradition éditoriale de Charlie Hebdo. Le journal confirme par là ses points de vue sur la religion, sur toutes les religions. C'est pour cette raison que le Dieu représenté est volontairement ambigü. Cette une renvoie davantage au concept général de Dieu. Le fond noir renforce cette ambiguïté. Il n'est pas dessiné dans un ciel bleu ou dans un champ, il n'y a pas de cadre spatial donné. Le fait que cette une soit en noir et blanc est important. Il y a une dimension plus solennelle. Seules les taches de sang ressortent. La dénonciation est claire : l'utilisation de Dieu pour justifier des attaques terroristes est pointée du doigt. Du point de vue corrosif et humoristique, on ne peut pas dire que cette une soit particulièrement incisive. Il me semble que certains dessins à l'intérieur du numéro sont plus percutants.

Un dessin est-il plus clivant qu'une photo ?
Lorsque l'on voit une photo, on ne pense pas directement au photographe alors que le dessin est systématiquement rapporté à son auteur. Il y a aussi une plus grande présence de la subjectivité de l'auteur dans le dessin, ne serait-ce qu'à travers la présence d'un style graphique affirmé. Les partis pris du photographe ressortent moins. Le dessin de presse - et particulièrement la caricature - est une représentation outrancière de la réalité, assumée par son auteur.

Pourquoi les dessins donnent-ils lieu à des débats aussi virulents ?
On ne peut que constater que la société a changé. Un sociologue pourrait certainement dire que les valeurs universalistes se télescopent avec des tensions communautaristes. Les dessins de presse ne sont pas plus corrosifs qu'avant, mais les attentes des publics ont changé.

Parfois les réactions sont très violentes ...
Oui. Une image qui représente de la violence n'est pas toujours reçue de manière violente si elle est bien expliquée. À l'inverse, une image qui n'est pas mise en perspective peut provoquer des réactions violentes. Contrairement aux idées reçues, non une image ne vaut pas mille mots.

Pour certains, l'humour des unes de Charlie va trop loin, qu'en pensez-vous ?
L'humour est toujours clivant, certains vont aimer et d'autres vont détester ou pire, se sentir visés et blessés. Le destinataire, le lecteur du journal, est différent de la cible qui est visée par les dessins. Quand les deux se rencontrent, le dessin peut être mal interprété. Toute caricature est forcément segmentant. Derrière l'humour, l'auteur cache sa vision du monde. Il met le doigt sur tel ou tel dysfonctionnement. Il y a donc toujours une certaine idéologie sous-jacente. Le dessin dénonce par essence.

Quelles sont pour vous les trois images fortes de l'année 2015 ?
D'abord, la photographie du petit Aylan qui marque un tournant dans le journalisme français. Après le 11 janvier, les journalistes se sont beaucoup questionnés sur les limites du droit à l'information : peut-on tout montrer et surtout doit-on tout montrer ?
Cette photographie a dépassé le simple événement tragique de la mort d'un enfant pour devenir le symbole de l'inaction des sociétés occidentales. Il est difficile de dissocier l'image de l'événement. Est-ce que ce n'est pas l'événement que l'on retient plus que la photo en elle-même ? Est-ce que ce n'est pas l'importance de l'événement qui donne de l'importance à l'image ? Dans la loi journalistique, s'il n'y a pas d'image, il n'y a pas d'événement et aucune information n'est possible. Je ne suis pas sûre que dans la mémoire à long terme, l'image ait plus de poids que l'événement. Ce dont je suis certaine, c'est que l'image d'un événement donne naissance à cet événement.
Ensuite, je retiendrai évidemment toutes les images construites autour du slogan « je suis Charlie ».
Pour finir, je pense à l'image de ces jeunes Américains reçus et décorés à l'Elysée après avoir neutralisé le terroriste dans le train Thalys qui reliait Amsterdam à Paris cet été.
Malheureusement, ce sont trois images liées à des attaques terroristes... C'est aussi comme ça que l'on se souviendra de l'année 2015.

IMPRIMATUR N° 694 21 JANVIER 2016

JEUNES ET RADICALISÉS

Ils sont jeunes, ils se radicalisent. Les 16-35 ans sont particulièrement sensibles aux discours violents et idéologiques. Inauguré le 9 janvier 2016, le nouveau centre anti-radicalisation CAPRI entend leur venir en aide.

Manon Bricard

Comment dire qu'un individu est en voie de radicalisation ? Le nouveau centre bordelais CAPRI, qui entend lutter contre ce phénomène, se pose la question. Car les signes peuvent être visibles ou plus implicites. Un discours de violence, une déshumanisation, la volonté de partir faire le djihad par exemple sont des signes concrets et parlants. *« Mais il y a aussi des facteurs implicites plus discrets, »* complète Marik Fetouh, adjoint d'Alain Juppé et secrétaire général du CAPRI, *« comme la rupture avec un environnement social, mais aussi l'isolement familial et professionnel »*.

PRÉCARITÉ ET DISCRIMINATION

La précarité économique, qui touche particulièrement les jeunes, en est la première raison : beaucoup se sentent victimes de discrimination dans l'embauche et leurs efforts pour trouver un boulot restent infructueux. *« Ce sont des jeunes souvent en dehors du dispositif d'aide sociale, ils ont le sentiment d'être mis à l'écart, »* précise Marik Fetouh.

UNE VISION DU MONDE

Les jeunes sont également les plus sensibles à la radicalisation car ils veulent changer le monde. *« Le moment de l'adolescence est celui de la construction du rapport au monde »*, rajoute Marik Fetouh. En effet, la jeunesse est la période des idéaux, et certains se retrouvent dans les promesses de Daesh. *« Pour certains, le djihadisme est un refuge. Pour eux, Daesh est un progrès dans la lutte en Syrie contre Bachar Al-Assad, car il propose une structuration sociale »*. Mais s'il y a adhésion au discours djihadiste, c'est également parce qu'il y a un contexte à faire évoluer. Marik Fetouh prend l'exemple du Proche-Orient : ce conflit dure depuis longtemps, et favorise les tensions.

LE POUVOIR D'INTERNET

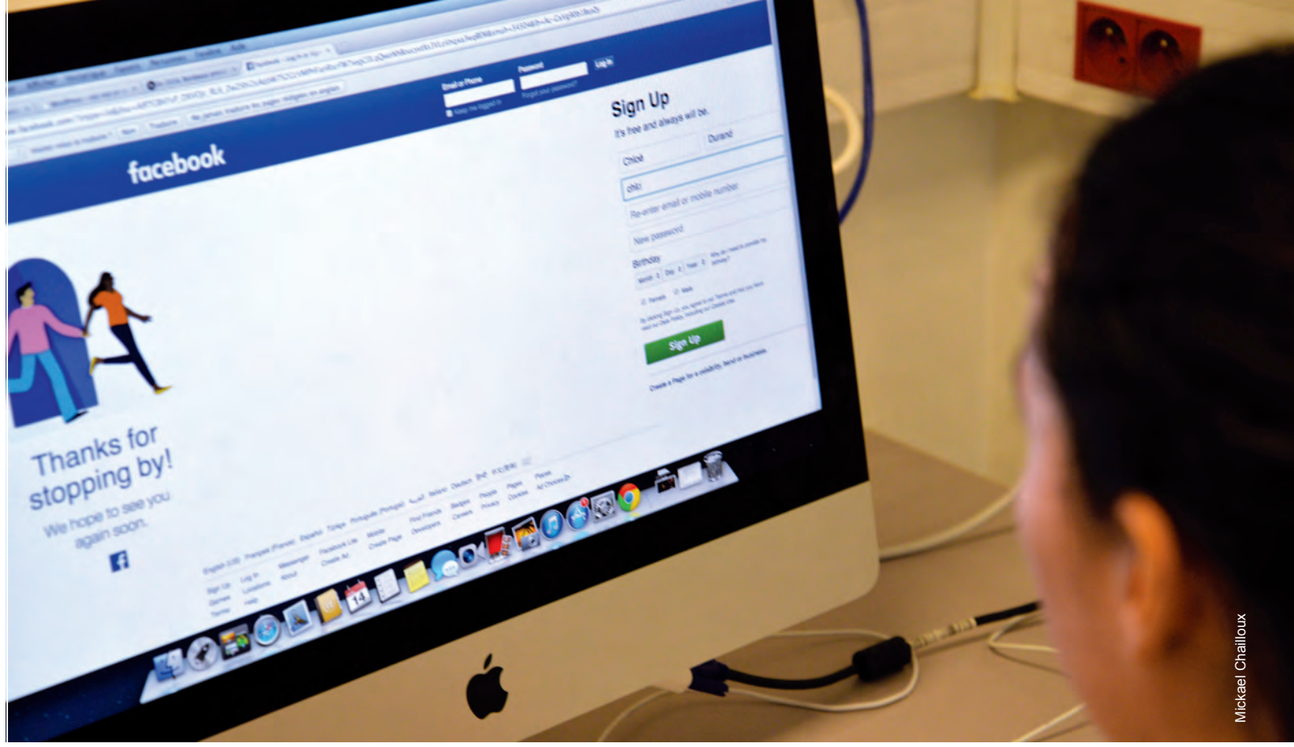
La source de radicalisation la plus difficile à endiguer et qui touche le plus les jeunes, c'est Internet. Le discours djihadiste s'y répand de manière fulgurante, et des jeunes qui seraient plus ou moins instables vont s'y accrocher. Mais pour lutter contre ce phénomène, les moyens manquent: *« il faudrait employer des community managers qui traquent les profils à risque. Nous, on n'a pas les moyens, et c'est comme chercher une aiguille dans une botte de foin. »*

LE CAPRI

Pour lutter contre la radicalisation, le CAPRI (Centre d'Action et de Prévention contre la Radicalisation des Individus) met à l'honneur l'approche pluridisciplinaire: l'équipe est en effet très diverse. On trouve psychiatres, psychologues, juristes et experts en théologie.
Au programme, une aide psychosociologique (« donner à ces personnes des ressources pour trouver en eux de quoi se valoriser »), des interventions théologiques, mais également la coordination entre différents dispositifs sociaux « pour les aider à trouver un emploi et leur offrir une meilleure vision de la société ».
Pour la prévention, le centre a mis en place des clips vidéos qui déconstruisent le message de Daesh et sa manipulation.

Marik Fetouh, adjoint au maire et secrétaire général du CAPRI

Manon Bricard



Mickael Chailloux

DONNER SES DONNÉES REPRENDRE C'EST VOLER ?

L'utilisation des données, sur Internet, est un enjeu majeur de l'économie de demain. Le projet de loi Lemaire, présenté le 19 janvier à l'Assemblée, tente de réglementer la circulation des données et du savoir, mais aussi de protéger la vie privée. La vie privée, un concept bien flou sur le Web.

Pascal Corazza
& Mickael Chailloux

On le sait, les entreprises tirent leur force de l'économie de la donnée. Alors pourquoi ceux qui génèrent cette richesse n'auraient-ils pas un retour sur investissement ? Autrement dit, les internautes devraient pouvoir, avec la loi Lemaire, du nom de l'actuelle secrétaire d'Etat au numérique, avoir accès aux informations rétrocédées par ces dites entreprises. Ce qui provoque une levée de boucliers.
Encore que… La puissance des GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple) est telle qu'ils ne tremblent pas. Les quelques timides tentatives de l'UE dans ce domaine n'ont pas forcé ces géants de la tuyauterie à grand chose. Si ce n'est à présenter à l'internaute une convention où celui-ci accepte et signe, sous réserve… de ne pas avoir le choix. Ces monstres en position de monopole collectent nos données personnelles, c'est entendu. Pour les revendre à d'autres, c'est entendu. La loi remettra-t-elle ce pillage en cause ?

PLUS DE TRANSPARENCE SUR LES ALGORITHMES

Ceux qui tremblent davantage, ce sont les professionnels tels que les sites de commerce (FEVAD) ou les éditeurs de logiciels en ligne (Afdel). Ils craignent vraiment, eux, d'être mis en concurrence sur le territoire national. Donc d'être fragilisés. Difficile, en effet, d'imaginer Google dévoiler les secrets de ses algorithmes de recherche. Mais voir Blablacar ou Leboncoin, qui revendent leurs données clientèle à d'autres, perdre en compétitivité, est probable. Voir leurs données être soudain gratuites et accessibles au plus grand nombre, on l'imagine, n'est pas pour les rassurer.
Les algorithmes de Facebook et Google semblent encore à l'abri pour un moment. Mais il n'y a pas qu'eux qui les utlisent. Certaines administrations aussi. Un bachelier voit par exemple son admission à la faculté gérée par un logiciel. Qu'il puisse avoir un droit de regard sur ce qui détermine son avenir semble logique. Les détenteurs de concessions publiques (les bailleurs sociaux, les gestionnaires d'eau ou d'autoroutes) devront aussi mettre à la disposition du public les données recueillies sur leurs utilisateurs. Ce qui ne les enchante pas forcément.

UNE MEILLEURE PORTABILITÉ DES DONNÉES

Ce qui n'enchante pas les Webmails non plus, c'est la portabilité des données. Elle est inspirée de la portabilité du numéro de téléphone. Celle qui permet de changer facilement d'opérateur téléphonique. Dorénavant, donc, avec la nouvelle loi, un internaute Hotmail aura la possibilité de transférer ses messages vers un concurrent, comme Yahoo. Ou encore un client pourrait faire migrer ses playlists depuis Spotify vers Apple ou Deezer. Une volatilité que tout commerçant exècre, dans le réel comme dans le virtuel.
Alors, la messe est dite ? Loin de là. Comme toujours, avec le Web, la force n'est pas du côté des pouvoirs publics. Et ils l'ont bien compris. Si la loi n'entend pas sanctionner ceux qui ne se plient pas à la règle, c'est parce qu'en fait elle n'en a pas les moyens. D'autant que ses propres administrations ont elles aussi fait part de réticences. Néanmoins, le texte n'étant pas encore voté, gageons qu'il est encore en mesure de progresser. Et qu'il est à la base d'une discussion saine, sur ces données qui nous échappent.

IRAN-ARABIE SAOUDITE
LA GUERRE FROIDE ?

Depuis l'exécution du dignitaire chiite Nimr al-Nimr le 2 janvier dernier par l'Arabie Saoudite, les relations entre l'Iran et la monarchie Saoudienne, déjà bien dégradées depuis 10 mois et la guerre au Yemen, sont au plus bas. Une crise diplomatique d'envergure entre deux puissances régionales que tout oppose. En jeu, la suprématie au Moyen Orient.

Valentin Breuil

Le torchon brûle entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Le 2 janvier dernier, l'exécution par le royaume wahhabite du Sheikh chiite Nimr al Nimr, accusé de terrorisme, entraînait en Iran une vague de protestations, marquée par le sac partiel de l'ambassade saoudienne à Téhéran. En réaction, l'Arabie Saoudite coupait toute relation diplomatique avec la République perse avant que la Ligue Arabe n'apporte son soutien à la monarchie saoudienne, le 10 janvier, face à « *l'ingérence iranienne* ». Une escalade des tensions dangereuse, dans une région considérée comme une poudrière, entre une République chiite, et une monarchie sunnite que tout oppose. Et pas uniquement le facteur religieux.

UNE LUTTE POUR LA SUPRÉMATIE RÉGIONALE

Si le caractère religieux et ethnique ne doit pas être sous-estimé, l'opposition entre les deux entités est surtout de nature politique. « *On est face à deux systèmes politiques, une monarchie et une république, qui cherchent à imposer leur leadership sur son rival. On n'est pas uniquement sur un conflit chiite-sunnite, ou Arabe/Perse*», explique Bernard Hourcade, géographe et Directeur de recherche au CNRS. L'hégémonie régionale est donc la véritable source des dissensions que connaissent aujourd'hui l'Iran et l'Arabie Saoudite. Une rivalité qui n'est pas nouvelle – depuis 2003 et l'invasion américaine en Irak, qui a vu la chute du sunnite Hussein et l'installation d'un pouvoir chiite, l'Arabie saoudite cherche à réduire le pouvoir de Téhéran – mais qui atteint un point culminant « *Le geste de l'Arabie était prémédité et politique. C'est une provocation, une déclaration de guerre* », selon Bernard Hourcade.

Cette crise diplomatique intervient alors que l'Arabie Saoudite, du fait de la baisse des cours du pétrole (le prix du baril est passé début janvier sous la barre des 35$, soit son niveau le plus faible depuis 2004), connaît des difficultés économiques. L'Iran, de son côté, grâce aux accords sur le nucléaire signés en juillet dernier et la fin de l'embargo, peut espérer profiter de son ouverture prochaine aux marchés internationaux. Deux États dans des situations économiques donc bien différentes. Ce qui ne manque pas d'inquiéter la famille Saoud. « *Les embargos que l'Iran a subi ont permis aux monarchies pétrolières, dont l'Arabie Saoudite, de connaître un développement important, puisqu'il n'y avait personne en face. Désormais c'est fini. L'Arabie Saoudite a peur du retour d'une grande Iran, car ils devront partager* » analyse le spécialiste de l'Iran.

DES PROCESSUS DE PAIX EN PÉRIL ?

Dans une région du monde, où tensions et conflits sont légions, l'hostilité accrue entre l'Iran et l'Arabie inquiète. Si un conflit armé entre les deux États est aujourd'hui clairement inenvisageable, la recrudescence des tensions n'est pas favorable aux processus de paix enclenchées en Syrie, mais également au Yemen, où Perses et Saoudiens s'attaquent par acteurs interposés. « *Un conflit direct n'est pas possible, ils ne sont pas idiots : ils n'en ont pas les moyens. Nous sommes dans une sorte de guerre froide entre les deux* ». Alors que des négociations de paix pour la Syrie sont prévues fin janvier à Genève, les relations désastreuses entre Iran et Arabie Saoudite laissent planer le doute quant à l'efficacité de ces pourparlers, Téhéran accusant Ryad d' « *affecter négativement* » les négociations. Pour Bernard Hourcade, cette situation est pourtant une « *bonne chose. Cela va obliger les deux pays à se rapprocher, et se forcer à trouver une solution* ».

Photo AFP

Manifestation d'Iraniens devant l'ambassade Saoudienne à Téhéran, au lendemain de l'exécution du dignitaire chiite Nimr al Nimr par l'Arabie Saoudite

FACE À L'IRAN, « L'ARABIE SAOUDITE A PEUR »

Après la mise à sac de son ambassade à Téhéran à la suite de l'exécution du chef religieux chiite Nimr Baquer Al-Nimr, l'Arabie Saoudite a rompu ses relations avec l'Iran. Une crise diplomatique inquiétante, entre deux puissances régionales rivales. René Otayek, directeur de recherche au CNRS et spécialiste du "monde arabe", nous livre son analyse sur la situation.

Propos receuillis par Jennifer Biabatantou & Valentin Breuil

René Otayek, politologue, directeur de recherche au CNRS et chargé de cours à l'IEP Poitiers et Sciences Po Bordeaux

Quelles sont les véritables origines de ces tensions? Sont-elles religieuses, politiques, ou économiques ?

Je ne sais pas s'il y a un facteur qui prime sur les autres. Ce qui est sûr c'est qu'il ne s'agit pas d'un conflit religieux, comme on peut l'entendre trop souvent. La variable religieuse doit être prise en considération, mais ce n'est pas la religion qui explique le conflit entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Le facteur géopolitique régional pèse très lourd dans cette affaire. Je dirais que le conflit est d'ordre pétrolier. Cette compétition entre l'Arabie Saoudite et l'Iran mène également ces pays à se nourrir des situations en Irak, au Liban et en Syrie, ce sont des guerres par acteurs interposés. L'Arabie Saoudite est engagée dans une course d'influence avec l'Iran. C'est peut-être là où la variable religieuse doit être prise en considération. L'Arabie Saoudite joue sa crédibilité, sa légitimité, celle de première puissance sunnite. Il faut qu'elle préserve son statut de puissance protectrice du sunnisme.

La source des tensions récentes est l'exécution par l'Arabie Saoudite de Nimr al-Nimr, un chef religieux chiite. Cette décision va-t-elle mener à une escalade de violence dans la région ?

Je ne sais pas si cette exécution va bouleverser la situation autant qu'on le dit. Les équilibres sont déjà bouleversés. L'exécution de ce dignitaire religieux chiite vient ajouter de la tension à la tension. L'effet le plus immédiat a été que cette fameuse coalition anti-Daesh que l'Arabie saoudite avait proposée et que l'Iran avait acceptée est aujourd'hui remise en cause dans son principe. L'autre conséquence, c'est effectivement le récent sommet de la Ligue arabe qui a permis de dégager une forme d'unanimité relative contre l'Iran. Mais est-ce que cela change grand-chose ? Je ne pense pas, c'est une situation qui existait déjà.

L'Arabie saoudite connaît actuellement des difficultés économiques. L'Iran, de son côté, n'est plus soumis à l'embargo et va peu à peu s'ouvrir aux marchés internationaux. L'Arabie saoudite craint-elle de voir l'Iran reprendre un peu le leadership régional et monter en puissance ?

Je pense que l'Arabie Saoudite a peur, car l'Iran n'est plus au ban des nations. Elle a fait son retour sur la scène internationale et du coup, la fonctionnalité de l'Arabie saoudite dans la stratégie américaine devient beaucoup moins importante. Son utilité est dévalorisée, mais ça ne veut pas dire que les États-Unis ont décidé de se passer définitivement du royaume. De plus, l'Iran est un pays important : c'est un géant avec un marché énorme, de près de 80 millions d'habitants. L'Arabie saoudite se fait du souci. D'autant plus qu'elle est pointée du doigt pour son soutien financier à Daech. Elle est donc en situation défensive.

Cette situation peut-elle inciter l'Iran à accélérer le rapprochement avec l'Occident, en marche depuis les accords sur le nucléaire ?

Ça se fera en fonction des équilibres politiques internes en Iran. La diplomatie iranienne et l'attitude à l'égard des pays occidentaux sont le résultat de compromis entre l'aile modérée et l'aile dure du pays. C'est à ce niveau-là que se jouent les inflexions de la politique étrangère iranienne. Malgré l'accord sur le nucléaire iranien, il y a toujours une grande méfiance. Il n'y a qu'à écouter les discours qu'on entend en France de la part du gouvernement. La politique moyen-orientale de la France se caractérise aujourd'hui par une alliance avec l'Arabie saoudite et une méfiance très vive vis-à-vis de l'Iran.

LES RELATIONS AMÉRICANO SAOUDIENNE

Texte par Jennifer Biabatantou

L'Arabie Saoudite et les États-Unis sont des alliés de longue date. Leur rapport connait aujourd'hui des dissensions. En cause? Le rapprochement des Américains avec l'Iran, leur vieil ennemi commun. Retour sur 70 ans de relation houleuse.

14 février 1945: signature du pacte de Quincy par le roi Abdallah Ibn Saoud et Franklin Roosevelt. Il garantit à l'Arabie Saoudite une protection militaire américaine et par extension une stabilité dans le Golfe persique. En contrepartie, le royaume wahhabite fournit aux États-Unis du pétrole à des prix modérés et finance son armement, pour soixante ans, durée renouvelée en 2005.

1973: à travers l'OPEP, l'Arabie Saoudite soutient l'embargo sur le pétrole contre les alliés d'Israël dont les Etats-Unis.

Guerre du Golfe (1990-1991): les Etats-Unis installent leurs bases militaires avec l'accord de l'Arabie saoudite, inquiète pour son équilibre géopolitique et économique.

11 septembre 2001: suite aux attentats du World Trade Center, les Etats-Unis durcissent le ton avec le gouvernement saoudien, pour ses présumés liens avec les filières djihadistes sunnites.

Début 2011: les Etats-Unis affichent leur soutien aux « printemps arabes » au grand dam des dirigeants saoudiens qui cherchent à endiguer la vague de contestations populaires qui s'étend à plusieurs pays arabes.

IMPRIMATUR N° 694 21 JANVIER 2016

IL TABASSE UN HOMME POUR UN REGARD VERS SA COMPAGNE

Yaël Benamou

Le mercredi 13 janvier, à 14h, a eu lieu le procès de Cozianu P. au tribunal de grande instance (TGI) de Bordeaux pour violences aggravées. La cause ? Le prévenu semble n'avoir pas supporté que Michel J. « mate » sa copine.

Yaël Benamou
& Jennifer Biabatantou

Les faits remontent au vendredi 19 décembre 2015. Il est 19h. Michel C. sort de l'un des cafés qui longe la jetée d'Arcachon. Sans s'y attendre, il est roué de coups de poing. Il chancelle. Son agresseur lui attrape les pieds pour le mettre à terre, avant de lui donner des coups de pied dans la figure. L'accusé, torse-nu, repart « *tranquillement* », les mains ensanglantées. Madame Manson, interpellée par cette bagarre, appelle les secours et leur décrit « *une scène d'une rare violence* ». Quelques minutes plus tard, l'agresseur est retrouvé en état d'ivresse. Son taux d'alcool dans le sang ne pourra pas être établi. Il a refusé de faire le test.

QU'A FAIT MICHEL POUR MÉRITER ÇA ?

« *Quand un homme de 45 ans mate ma copine de 20 ans, je ne peux pas l'accepter* » a répondu Cozianu qui modifie sa version des faits au moment où le président l'interroge. Lors de sa première garde-à-vue, l'agresseur déclarait pourtant ne se souvenir de rien « *à cause de l'alcool* ». Depuis l'agression, c'est la première fois que les hommes se revoient. C'est un homme fébrile, le dos vouté, les yeux baissés qui arrive à la barre. Il met du temps à trouver ses mots « *La façon dont il m'a tapé c'est ça qui m'a... Quand j'ai vu mon visage, j'étais sous le choc. Je me suis dit qu'il avait envie de me tuer* ». Et pour cause, les violences qui lui ont été infligées ont occasioné une incapacité temporaire de travail de 12 jours. « *C'est l'alcool monsieur...* » essaye de se justifier le prévenu d'un ton condescendant, dans le box des accusés.

DÉJÀ 13 CONDAMNATIONS

Originaire de Roumanie, le prévenu est connu de la justice depuis qu'il est mineur. Arrivé en France en 2004, il a déjà 13 mentions sur son casier judiciaire pour des faits de vol, d'escroquerie, recel et vol en bande organisée. Mais, c'est la première fois qu'il est jugé pour des violences corporelles. S'il a émis des regrets, l'homme ne s'est pas excusé. Après 30 minutes de délibérations, le juge l'a condamné à un an d'emprisonnement à la maison d'arrêt de Gradignan.

ILS N'ONT PAS EU DE CHANCE NON PLUS...

Frappé par le karma

Pressentant que la prison le guette, Karim Khalfoui, quitte le palais de justice, le 13 janvier, avant que sa peine ne soit prononcée. Et pour cause, le TGI de Bordeaux le condamne pour agression sur plusieurs jeunes hommes, en novembre dernier. Manque de pot, il est retrouvé dans le train en direction d'Agen par... l'enquêteur qui a suivi l'affaire.

Les mots peuvent tuer

Opéré en janvier 2008, Tullio Pallaro a été victime d'une faute d'inattention commise par son chirurgien. Ce dernier a mal rédigé son compte-rendu du post-opératoire : ce n'était pas une valve biologique mais mécanique qui lui a été posée. Les traitements médicaux vont dans le sens contraire. Ce détail lui a coûté la vie. La famille du défunt demande 200 000 euros de dommages et intérêts. Le jugement sera rendu le 16 mars 2016.

AVIS DE TEMPÊTE À CHÂTELAILLON

Dans quelques minutes, la marée sera haute à Châtelaillon-Plage, petit port de Charente Maritime. La vigilance orange est en application à partir de 17h00 ce lundi 11 janvier. Météo France annonce un risque de vague-submersion, menaçant de ravager une fois de plus le littoral. A 17h39 exactement, le coefficient de marée atteindra 120. L'équivalent d'une marée astronomique. Le vent se met à hurler, emportant sable et écume. Pluie et grêle se conjuguent. Dans les rues, les volets se ferment aussi vite que certains visages. Impossible d'oublier l'enfer du 27 février 2010, où la tempête Xynthia a jeté des centaines d'habitants à la rue.

Texte & photos Vincent Chevais

IMPRIMATUR N° 694 21 JANVIER 2016

1 • Un trou béant, entre deux maisons, rappelle chaque jour les ravages de Xynthia. Le traumatisme le plus difficile à oublier, c'est « l'après tempête ». En 2010, l'Etat a racheté les habitations des « zones noires », secteurs d'extrême danger. Malgré leur lutte, certains habitants ont été expropriés, leur maison détruite.

2 • « Ma sœur habite sur le front de mer ! ». Les yeux rouges, l'air hagard, Annie déambule le long d'un océan déchaîné. Perdue au milieu des curieux, la vieille dame ne comprend pas l'admiration que suscitent les éléments. Spectacle pour les uns, tragédie pour les autres. Elle a peur. Elle se souvient de cette nuit de 2010, où deux personnes ont trouvé la mort, où 70% du quartier des Boucholeurs ont été engloutis par les flots.

3 • Sur la promenade littorale, Anthony Pacreau, adjoint au maire de Châtelaillon, explique : « On reste en alerte. C'est vrai que le coup de vent est impressionnant, mais il n'y aura que des éclaboussures… ». La mairie utilise des appareils de mesure avancés permettant d'anticiper les risques. La police patrouille, prête à déclencher le plan d'évacuation si la menace de submersion s'accentue. Le dialogue entre la mairie et les habitants est constant. « Aujourd'hui, les habitants de Châtelaillon savent que le plus gros risque est le manque d'information. »

4 • Sylvie Adrien est engagée dans l'association de sauvegarde des Boucholeurs, le quartier de Châtelaillon le plus touché par Xynthia. En 2010, sa maison a été dévastée. « On ne peut pas oublier. Dès que le vent se lève, on regarde la météo, on garde un œil sur les horaires de marée… Mais le plan communal est efficace, on a confiance. » La nouvelle maison de Sylvie est encore plus près de la côte qu'avant : il n'était pas question de quitter ce village.

5 • Il faut l'avouer, le plan communal marche ! La houle se brise sur les digues, loin des premières habitations. Fraîchement construite, la digue au nord de la ville fait partie d'un grand ensemble de travaux d'une valeur de 30 millions d'euros. La mairie a mis en place des batardeaux, sortes de barrages provisoires, dès l'annonce de la vigilance orange. Ce soir-là, seules les barrières girondines, palissades destinées à retenir le sable, seront emportées par les vagues.

6 • Au milieu d'un groupe de pêcheurs, abrité du vent, Jean Dudognon regarde le large et sourit. « On en a vu d'autres ! Ils exagèrent à la télé… Y'a qu'au large qu'on voit des vagues de 9 mètres. » Pour ce qui est des travaux effectués, l'ancien marin reste sceptique. « Si elle veut, la mer, elle emportera tout ! »

LA FRENCHTECH BORDELAISE À VEGAS

Quel est le point commun entre un cadenas bluetooth, des places de parking, une facture d'électricité et la location de biens entre particuliers ? Le pari de l'entreprenariat en IoT (internet des objets) fait par quatre start-up de la région, et soutenu par La Poste lors du Consumer Electronics Show qui s'est tenu au début du mois à Las Vegas.

Clara Delente

GABLYS LOCKIT

Gablys, c'est une start-up bordelaise fondée en 2013 par Albert Proust, ingénieur français spécialisé en technologie bluetooth. « *La start-up se concentre autour du concept anti-perte, anti-vol d'objets* » explique-t-il.

Le produit qui a envoyé Gablys au CES ? Le Lockit, un cadenas bluetooth pour Mac et PC, qui verrouille automatiquement l'écran dès qu'on s'éloigne du poste. Conçu pour les clients qui travaillent en open space et qui « *ont tendance à laisser leurs micros ouverts* », le Lockit a fait l'objet de tests qualitatifs et d'études de marché depuis janvier 2015. Il sera prêt à être commercialisé en février 2016.

L'entreprise, qui compte déjà environ 100 000 produits commercialisés, a eu raison de placer ses espoirs dans le petit cadenas 2.0.

« *Le CES nous a permis de nouer de très très bons contacts, une soixantaine je dirais. Et on a déjà signé quelque chose avec 3 d'entre eux sur place* » se réjouit Albert Proust. « *Comme on n'a pas de salon en France, le CES, c'est vraiment the place to be !* »

Gablys

Albert Proust espère exporter le cadenas Lockit outre Atlantique.

AGUILA TECHNOLOGIES

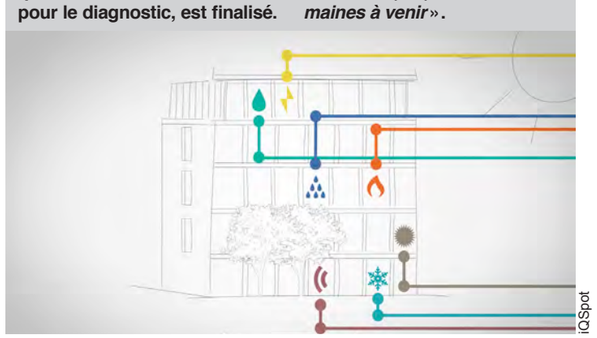
La doyenne de la délégation aquitaine, c'est elle : six ans d'activité au compteur. La start-up d'Hubert Forgeot compte douze membres et 55 000 objets connectés commercialisés. Au CES, la moyenne pousse biarrote était venue présenter son projet EZI Sharing, un objet connecté conçu pour favoriser la location de biens entre particuliers. Dans son secteur d'activité, l'économie de partage, la pierre d'achoppement, c'est le manque de confiance. Aguila Technologies travaille ainsi à créer des objets qui sécurisent le partage des biens entre consommateurs. Aller à Las Vegas, c'était « *avoir un retour en lien avec le marché* » pour constater que « *si notre produit est innovant, le marché l'est au moins tout autant* ».

IQSPOT

Lancée par Julien Bruneau en 2015, la start-up basée à Bègles est en plein développement. Après une levée de fonds de 300 000 euros par une société d'investissement privée, la jeune pousse s'est développée pour l'heure essentiellement autour de l'aspect technique. L'aspect technique, c'est un produit : une application permettant de suivre la consommation d'électricité des bâtiments d'une entreprise. Tout le système d'équipement en amont, qui inclut les capteurs qui vont collecter les données pour le diagnostic, est finalisé.

Prochaine étape : effectuer une première installation à Libourne.

« *Il y a beaucoup à faire autour de la gestion énergétique, mais plutôt dans les entreprises* » explique Julien Bruneau, « *car les règlementations arrivent et les prix de consommation augmentent* ». Une approche pragmatique du marché que les jeunes ingénieurs de l'entreprise (quatre au total) ont pu perfectionner au CES de Las Vegas où ils ont « *surtout noué de bons contacts avec des partenaires français qu'(ils) rencontrer(ont) dans les semaines à venir* ».



IQSpot

Capture d'écran de la vidéo de présentation d'iQSpot

PARKING FACILE

« *La start-up propose ses services depuis avril 2015 mais ça fait deux ans que le projet est lancé* » indique Tom Canin, cofondateur avec Nicolas Masson de Parking Facile. Située à l'Auberge Numérique, un incubateur de projets 3.0 à Bordeaux, l'entreprise se définit comme une « *prestataire de parkings* » dans le centre ville de Bordeaux. Suivant le constat qu'en ville, un automobiliste sur cinq qui circule cherche une place de parking, c'est un des projets qui a déjà séduit 500 clients dans la capitale girondine. A la fois écolo, pratique et astucieuse, la location instantanée de parking via l'application Parking Facile a été « *très soutenue par la Région Aquitaine et la BPI* (banque publique d'investissement, *ndlr*) » informe Tom Canin.

L'objectif pour 2016 est de faire une levée de fonds. Est-ce que le CES a permis d'exaucer ce vœu ? Pas directement, en revanche elle a permis de nouer certains partenariats, « *c'est le but* » selon Tom Canin. Pour la jeune pousse, l'ambition est de gagner de l'ampleur à Bordeaux, mais surtout de conquérir d'autres villes françaises. Tom Canin est confiant : « *il y a une grosse croissance à venir, de belles perspectives pour 2016 grâce aux choses qui ont été préparées l'année passée* ». Le CES c'est donc beaucoup de préparation en amont, mais surtout plein de belles promesses pour le futur.

L'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE : OBJET DE FANTASMES

En décembre dernier, des utilisateurs d'iPhone 4s ont intenté un recours collectif contre Apple : la dernière mise à jour du système aurait rendu leur téléphone inutilisable. Accusée d'obsolescence programmée, la firme à la pomme risque une nouvelle fois de s'en tirer. Pourquoi ? Parce que l'obsolescence programmée est un phénomène complexe qui implique l'ensemble de la chaîne commerciale et qu'il est bien difficile d'en identifier des cas avérés. Décryptage.

CC pixabay

Hadrien Claveau

Il plane dans beaucoup de consciences une terrible certitude : les fabricants d'électronique limiteraient volontairement la durée de vie de leurs produits grâce à des composants prévus pour rendre l'âme à peine la garantie expirée. Dans une économie de marché où la croissance est vitale, où il devient indispensable de planifier la durée de vie des produits, cette théorie semble crédible… Pourtant, elle est très improbable. Selon l'économiste Alexandre Delaigue, les entreprises n'auraient aucun intérêt à réduire sciemment la durée de vie de leurs produits : « *elles sont en concurrence entre elles et celle qui s'amuserait à ce jeu serait immédiatement discréditée. Et si on se place sur le plan de la rentabilité, c'est plus intéressant pour une entreprise de produire par exemple un seul téléphone qu'elle vendra 1000 euros et qui durera 5 ans, que d'en produire deux à 500 euros qui dureront chacun 2 ans et demi. Pourquoi ? Parce que produire entraîne des coûts et autant les limiter.* »

LA NAISSANCE DU MYTHE

Mais alors comment s'est répandue cette idée ? Pour comprendre, revenons en 1924, à la création du fameux «cartel Phoebus» ou «cartel de l'ampoule». À l'époque, les principaux fabricants d'ampoules (Philips, Osram, General Electric) s'accordent pour contrôler la fabrication et la vente des ampoules à incandescence. Ils auraient alors comploté pour limiter artificiellement leur durée de vie à 1000 heures maximum. En 1951, en Angleterre, une enquête poussée de l'Autorité de la concurrence conclut à leur culpabilité. Mais le rapport est formel : il y a eu entente sur les prix, pas sur la durée de vie des ampoules. Alors, en effet, il était tout à fait possible à l'époque de prolonger la durée de vie d'une ampoule, mais au prix de sacrifices importants sur l'intensité lumineuse. L'exemple canonique cité par les partisans de la théorie du complot est **l'ampoule de Livermore**. Fabriquée avant «l'entente des 1000 heures», elle fonctionne depuis 1901 et prouverait bien la culpabilité des industriels. Mais cette démonstration ne tient pas : en effet l'ampoule centenaire brille dans des conditions qui n'ont plus rien à voir avec un fonctionnement normal. Son flux lumineux ne représente plus que 0,3% de sa puissance originelle et elle est alimentée par un circuit électrique régulé depuis 40 ans qui limite les surtensions et les coupures de courant.

Jan Vasek

LE MARKETING : VÉRITABLE OUTIL D'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

S'il n'est pas crédible que les industriels mettent en place des dispositifs pour limiter la durée de vie de leurs produits, il est toutefois indéniable qu'ils planifient leur obsolescence. Pour assurer le renouvellement des produits, ils adoptent la plus simple des stratégies marketing : pousser le consommateur à considérer lui-même que son produit est obsolète. General Motors a été le premier dans les années 20 à proposer chaque année des modèles différents de sa Chevrolet. Nouveau design, nouveaux accessoires… mais moteur identique. Cela leur a permis en dix ans de surpasser Ford, à performances et fonctionnalités égales. Aujourd'hui, des entreprises emblématiques comme Apple ou Samsung ont peu ou prou recours aux mêmes artifices en termes de design. Mais c'est en termes de logiciels que la différence se fait entre les deux constructeurs : d'un côté Samsung tarde volontairement à proposer les mises à jour système pour les anciennes générations de téléphone. Du côté d'Apple, la stratégie est inverse : même les plus vieux téléphones ont accès aux dernières mises à jour. Au fil des versions, le système nécessite de plus en plus de ressources et les anciens téléphones n'ont plus la capacité technique de les faire tourner correctement. Mais là encore, le consommateur est impliqué dans le processus : en effet, rien n'oblige les utilisateurs à procéder à ces mises à jour. Alors si vous trouvez que votre iPhone 4S devient lent, c'est de la faute d'Apple, mais aussi un peu de la vôtre.

IMPRIMATUR Nº 694 21 JANVIER 2016

POUR TOUT L'OR DES FRÉQUENCES

L'État va encaisser 2.8 milliards d'euros pour la vente des fréquences 700 Mégahertz, dites « fréquences en or ». Des fréquences plus basses, utilisées pour l'heure par la TNT et bientôt par nos téléphones mobiles, susceptibles de permettre des économies dans les zones rurales, car elles nécessitent peu d'antennes, et mieux à même de traverser les murs et autres obstacles, comme les organismes. Ce qui relance le débat, en matière de santé publique.

Creative commons

Pascal Corazza & Valentin Breuil

L'insouciance des fumeurs, dans les années soixante, tous cigarette à la main, laisse songeur depuis que l'on fait clairement le lien entre le cancer et l'usage du tabac. Or on peut se demander si dans le domaine de la téléphonie mobile le même phénomène n'est pas en train de se produire. Sauf qu'avec les basses fréquences (dites en or) on basculerait de la cigarette blonde avec filtre à la gauloise brune, alors que la visibilité de l'impact sur la santé des ondes électromagnétiques est déjà un sujet sensible. Le débat oppose depuis plusieurs années les organismes scientifiques reconnus par les pouvoirs publics, d'un côté, et les lanceurs d'alerte réunis au sein d'associations de chercheurs scientifiques marginaux de l'autre. Pour les premiers, qui se basent sur les rapports de l'OMS et de l'Union européenne, il n'existe pas d'effets démontrés des émissions par station de base (autrement dit les antennes relais) sur les organismes ; pour les second, représentés par Bioinitiative, l'ARTAC ou Les Robins des bois, les personnes électrosensibles – c'est-à-dire médicalement perturbées par les ondes – seront encore plus exposées et en danger. Ne devrait-on pas, dans le doute, faire valoir le principe de précaution ?

« Avec un tel principe, on ne ferait rien dans aucun domaine , estime Bernard Veyret, chercheur au CNRS. *Pour qu'il y ait principe de précaution, il faut une suspicion d'effets délétères. Comme 47 études internationales ont montré qu'il n'y a pas d'effet prouvé, il n'y a donc pas de suspicion. »* Ce n'est pas l'avis du docteur Belpomme, directeur de l'ARTAC et chercheur en cancérologie, qui prétend que certains biomarqueurs sont susceptibles d'infirmer la thèse de l'innocuité, tels que des taux élevés d'histamine, par exemple, qui seraient révélateurs d'une inflammation chronique des tissus chez les sujets électrosensibles. En d'autres termes, les ondes auraient un impact mesurable sur la physiologie humaine. *« Il ne s'agit pas de nier les souffrances des patients,* reprend Bernard Veyret, *mais l'émission reçue par une personne à proximité d'une antenne est de l'ordre de celle que l'on reçoit sous la lumière de la pleine lune ».*

LA PAROLE DU PATIENT EN QUESTION

Sans croire au loup-garou, les souffrances que rapportent les personnes se disant hypersensibles aux CEM (champs électromagnétiques) doivent-elles être minimisées ? Laurence Danand, du Ministère de la santé, ne le pense pas. Elle rappelle qu' *« une étude a été lancée en juillet 2012 par le service de pathologie professionnelle de l'hôpital Cochin à Paris, et qu'un suivi des symptômes des patients a été effectué durant un an. Les résultats devraient être disponibles en 2016 ».* Sauf que, dans ce cas, les résultats vont se heurter à ce que l'on oppose déjà aux nombreux médecins réunis en associations : les données recueillies ne sont pas suffisantes pour que l'on puisse atteindre un seuil capable de freiner la machine industrielle. Car les intérêts financiers qui se cachent derrière l'aspect santé du dossier sont majeurs : que pèsent quelques milliers de patients en souffrance face au gain de 2.8 milliards d'euros pour l'État ? L'idée que les recherches soient financées par ce même État, dont on a vu l'intérêt économique, ou encore les lobbies industriels, n'est jamais très loin, dans les arguments des associations lanceuses d'alerte. *« Les recherches sur la nocivité des CEM ont reçu plus d'argent que n'importe quelle autre molécule chimique »*, leur répond Bernard Veyret. Il ajoute : *« Je crois qu'il est temps que l'on se consacre à des choses plus avérées, comme l'augmentation du cancer de la peau, ou l'impact de la pollution de l'air sur la santé ».*

Mais conclure que le téléphone a sauvé plus de vies qu'il n'en a tuées, par exemple, serait faire offense aux lanceurs d'alerte qui par le passé ont été moqués et vilipendés, avant de recevoir l'attention qu'ils méritaient. Voilà pourquoi ce sujet reste brûlant.

CESTAS EN ROUTE VERS LE SOLAIRE

La centrale photovoltaïque de Cestas, au sud de Bordeaux, inaugurée le 1er décembre dernier, est la plus grande centrale solaire d'Europe avec ses 260 hectares. Bien que contestée, Neoen, l'entreprise à l'initiative de la construction, signe ici le fleuron de son industrie.

Gérémy Charrier

Avec un taux d'ensoleillement de 2100 heures par an, la Gironde est un terreau fertile pour l'installation de champs de panneaux photovoltaïques. Avec le désir de réaliser une centrale qui soit innovante, Neoen a disposé les tables qui supportent les modules selon la course du soleil, c'est-à-dire d'Est en Ouest. Ainsi, les panneaux ne peuvent pas se faire d'ombre et peuvent surtout être mis très près les uns des autres. Il n'y a alors pas de perte de place et de déperdition dans la production d'énergie.

UNE DÉFORESTATION MASSIVE

Érigée comme la vitrine du savoir-faire de l'entreprise, la centrale a été au cœur de débats passionnés. Les principales critiques concernaient la déforestation massive qui a été effectuée sur la commune et son impact sur la biodiversité du territoire. « *C'est un ensemble imposant. La forêt participe pleinement au cycle de l'eau et au stockage du carbone. Toute la biodiversité du site s'en trouve chamboulée* », dénonce Daniel Delestere, ingénieur chimiste et président de la branche girondine de l'association de défense de l'environnement SEPANSO.

Mais Xavier Barbaro, le président de Neoen, s'est défendu dans la presse en déclarant que « *des bois de surface équivalente à celle de la centrale ont été replantés sur des parcelles à proximité, arbre pour arbre* » dans les environs de Cestas ou ailleurs en Gironde. En ce qui concerne la biodiversité du lieu, il a assuré que « *l'environnement va être préservé et que tout sera fait pour que la faune puisse continuer de vivre ici* ».

Pour Daniel Delestere, le problème est aussi ailleurs : « *un projet conçu avec des panneaux fabriqués en Chine, qui a une industrie très polluante, ne peut pas être véritablement considéré comme écologique. Notamment si on ajoute à ça l'empreinte carbone de l'import jusqu'en France* ». Il trouve malgré tout le moyen de saluer la nouvelle technologie des panneaux solaires « *faits à base de silicium polycristallin qui ne représente aucun danger pour la nature ni pour l'homme* ».

UN PRIX EN BAISSE PERMANENTE

Pourtant, un consensus entre les parties pourrait être trouvé si le sacrifice sur la nature permettait d'arriver à terme à la fermeture de la centrale nucléaire du Blayais. « *La production d'énergie de la centrale de Cestas équivaut à environ un tiers de la production de la centrale de Blaye. Elle est trop dangereuse et doit être remplacée par de l'énergie verte* », martèle l'ingénieur chimiste.

Une utopie peut-être bientôt réalisable grâce à la baisse du coût de production de l'énergie solaire. Selon le chef de projet de Neoen, Mickaël Billon « *en cinq ans, le prix a été divisé par cinq. Des efforts de la part de l'ensemble du secteur ont été consentis pour en arriver là. L'énergie solaire devient compétitive et ça va encore s'améliorer au cours des prochaines années* ».

LA CENTRALE EN QUELQUES CHIFFRES-CLÉS

260 hectares, soit l'équivalent de plus de 350 terrains de football

983 500 modules photovoltaïques disposés sur 16 542 tables métalliques

5000 kilomètres de câbles

300 mégawatts de puissance totale

150 000 c'est le nombre de foyers que peut alimenter la centrale

360 millions d'euros d'investissement total

10 mois seulement ont suffi à la construction entière

AFP / MEHDI FEDOUACH

Parfois, la foule s'amasse devant les portes. Certains spectateurs ratent alors le coup d'envoi.

Gérémy Charrier

MATMUT ATLANTIQUE LA DESSERTE, UN ÉCHEC ?

Considéré comme l'un des plus beaux stades de France, le Matmut Atlantique, situé dans le quartier de Bordeaux-Lac, peine à attirer les foules. Si ce manque d'engouement est principalement dû aux résultats décevants du club, il peut aussi être vu comme l'expression, pour un certain nombre de Bordelais, de la difficulté d'accéder au stade.

Gérémy Charrier

Fort de ses 950 pieux plantés dans le sol pour tenir debout dans la zone marécageuse du lac, le Matmut Atlantique affiche une faible affluence depuis le début de la saison sportive avec seulement 25 000 spectateurs en moyenne par match. Certes, les résultats des Girondins ne sont pas ceux qu'ils étaient au moment du démarrage du projet du nouveau stade en 2009, il n'en reste pas moins vrai que tous les défauts du site n'incombent pas aux seules performances de l'équipe au scapulaire. Depuis l'inauguration de l'enceinte, le constat est sans appel. L'accès au stade est un calvaire. Tant et si bien que les Bordelais ne veulent plus s'y risquer contrairement à ce qu'a pu affirmer Bernard Hagelsteen, le président gestionnaire de Stade Bordeaux Atlantique (SBA), société de concession qui gère le stade. Christophe Dugarry, consultant pour Canal + et ancien attaquant des Girondins, époque Zidane, tente même de trouver des excuses au nouveau stade, « *le Bordelais, s'il vient une ou deux fois et que ça ne lui plait pas, il ne revient pas. C'est dans sa mentalité* ».

13 KILOMÈTRES DE CONTOURNEMENT

Et ce qui ne plait pas, c'est qu'aussi bien en voiture qu'en tram, les voies de cheminement ne sont pas fonctionnelles. La desserte du stade s'impose donc comme le problème majeur.

« *Le parking du parc des expositions est trop petit, mais surtout il n'y a que deux sorties depuis la rocade qui le desservent. Et les rames de tram sont beaucoup trop petites pour accueillir un flux si dense* », théorise Dorian Piltarian qui a approfondi le sujet dans un mémoire de fin d'étude. Pour un stade de presque 42 000 places, seul un parking de 6000 places se trouve à proximité. Une hérésie pour tout ceux qui se rendent sur place avec leur véhicule et qui se retrouvent contraints de se garer dans la zone industrielle de Bordeaux-Lac, sur les trottoirs ou dans l'herbe à près de 20 minutes du site à pied. Ce qui les pousse également à laisser leur voiture si loin, c'est surtout le contournement insensé de 13 km qui pourrait les mener au parking du parc des expositions depuis le pont d'Aquitaine. « *Tous les grands axes sont fermés par sécurité mais personne ne veut faire un détour par Blanquefort, Bruges et le bois de Bordeaux* », note Dorian.

BIENTÔT UNE NOUVELLE BRETELLE

Les usagers du tram aussi ne sont pas en reste. Chaque rame de tramway se rendant au stade est prise d'assaut plusieurs heures avant le match. « *Ils essaient de densifier le réseau, mais les trams se gênent entre eux. Ça se congestionne et ça bloque le trafic* », poursuit le jeune homme. Si le tram paraissait être une bonne solution au premier abord, c'était sans tenir compte des problèmes de flux que le stade provoquerait. Quand le club de foot de Bordeaux jouait encore au stade Chaban-Delmas, plus de la moitié des spectateurs venaient en tram ou à pied. Selon Dorian Piltarian, il est fort probable que « *les gestionnaires aient cru que le tram allait suffire puisque c'était le cas pour l'ancien stade* ».

Le président gestionnaire du stade a même lancé à la hâte une idée absurde pour trouver une solution au problème : celle de faire jouer les féminines après les hommes pour faire rester 10% du public dans l'enceinte du stade. « *Faire rester 10% des spectateurs, même sur une affluence de 20 000 spectateurs, continuerait de faire sortir trop de gens simultanément. C'est une fausse bonne idée* », conclut Dorian Piltarian. Pour éviter que le nouveau stade soit un échec cuisant, la création d'un groupe de soutien entre la municipalité, la SBA et le club de football a été initiée, et la réalisation d'une nouvelle bretelle d'autoroute pour desservir le parking a été décidée pour 2017. Voilà une initiative qui pourrait promettre un avenir plus radieux à cet écrin de métal.

JÉRÔME MILLAGOU

« JE SUIS UN COMMENTATEUR TOUT-TERRAIN »

Quand on le rencontre, c'est frappant : il n'a pas la même voix qu'à la radio. Jérôme Millagou, journaliste à RTL, en a accumulé, des souvenirs. Il faut dire que ça fait vingt ans qu'il côtoie joueurs, entraîneurs, côté coulisses ou sur la pelouse. Il raconte.

Propos recueillis par Mickael Chailloux

Quels sont les souvenirs de carrière les plus marquants que vous gardez en mémoire ?

Il y a, bien sûr, la coupe du Monde 98. C'est la première que je couvre pour le service « Infos géné ». Très vite, l'ampleur des événements fait que le service des sports a besoin de renforts. Je me retrouve donc à suivre les matchs de l'équipe de France côté coulisses. L'une des images qu'il me reste, c'est lorsque je pars à Clairefontaine pour suivre la nuit des Bleus, après la victoire. Pour aller là-bas, il faut traverser une zone boisée avec zéro habitation. Et sur ce chemin au milieu de la forêt, ce soir-là, vers une heure du matin, il y a du monde partout, avec des drapeaux.

J'éprouve aussi une tendresse toute particulière pour la Coupe du monde 2010, déjà parce qu'on est en Afrique et parce que c'est la dernière apparition publique de Mandela. Il apparaît dans une sorte de voiturette de golf, en fauteuil roulant. Il y a un frisson dans le stade de Johannesburg quand il apparaît, qui dépasse le cadre stricto-sensu du sport, un côté universel.

Vous avez également couvert des jeux olympiques d'été (en 2004, 2008 et 2012) et des jeux olympiques d'hiver (en 1998, 2002, 2006 et 2012) : quelle image en gardez-vous ?

J'aime beaucoup les jeux d'hiver. En 2002, lors des jeux olympiques de Salt Lake City, c'était très particulier. C'étaient les premiers jeux olympiques après les attentats du 11 septembre. Ils nous avaient fait patienter quatre heures avant de nous laisser entrer dans le stade, juste pour faire passer la voiture de George Bush ! Et, chose étonnante, les GI's américains, qui étaient sur les dents au début des jeux, se sont détendus au fur et à mesure de l'événement !

Je garde un souvenir très précieux de la cérémonie d'ouverture des jeux de Pékin en 2008. C'est là où j'ai eu le plus chaud. En plus, la cérémonie était interminable, elle a duré plus de quatre heures ! On était dans ce fabuleux stade, le « nid d'oiseau », et on avait littéralement l'impression de cuire à petit feu. Devant moi, j'avais mon ordinateur avec les dépêches AFP. Et j'en vois une qui clignote rouge pendant la soirée : « la Russie attaque la Géorgie ». Et à ce moment, on voit Poutine s'éclipser du stade puis revenir. Il était à deux rangs du président géorgien ! Et on avait devant nous ces politiques, qui faisaient comme si de rien n'était !

Vous êtes commentateur de matchs sur RTL. Comment ça s'apprend ?

Il y a plusieurs écoles. Celle d'Eugène Saccomano, passé par Europe 1 puis chez nous, qui était brocardé au début car il était très volubile dans ses retransmissions, il avait presque un style chanté. D'autres préfèrent un style plus sobre. Moi, je suis un méridional, comme Eugène ! Je revendique la nécessité de mettre du relief avec les mots et les intonations et de s'emballer quand il le faut, tout en cherchant constamment un équilibre. Il y a un commentateur célèbre en Argentine qui s'appelait Victor Hugo Morales. Il partait dans des digressions uniques. Un jour, il a commenté le fameux but de Maradona [de la main, en 1986 contre l'Angleterre en quarts de finale, ndlr] en le comparant à un « cerf-volant cosmique ». Il faut de la poésie. J'ai un peu de mal avec les commentateurs en costard cravate. Comme le dit Platini, le foot reste un jeu.

2016 sera une année chargée pour le journaliste que vous êtes ?

Comme toujours, les années paires sont très chargées, avec du football, suivi par les jeux olympiques. Ce qu'on a constaté sur l'année 2015, c'est que l'extra sportif prend de plus en plus de place. C'est le cas pour l'élection à la FIFA, où encore l'affaire de la sextape de Mathieu Valbuena. Ce sera un été sportif, y compris pour moi. Une compétition à domicile, c'est plus difficile à couvrir : à l'étranger, l'hôtel dans lequel on loge, celui de l'équipe de France et son centre d'entraînement sont dans un rayon d'un kilomètre. Ici, Clairefontaine est à une heure de Paris, et ensuite, il faut rentrer chez soi. Donc, c'est paradoxalement plus dur d'exercer son métier à Paris.

Mickael Chailloux

IMPRIMATUR N° 694 21 JANVIER 2016

LES FÉMINISTES 2.0

Elles sont blogueuses, twittos ou journalistes et elles se mobilisent pour rallier les internautes à leur cause : défendre les droits des femmes, dénoncer le sexisme ordinaire, déjouer le harcèlement en ligne et plein d'autres choses encore. Petit tour d'horizon de la boîte à outils (non exhaustive) d'un féminisme astucieux et connecté.

Clara Delente

Figure emblématique de cette révolution 2.0, Osez le féminisme ! naît en 2009, dans le creux de la vague propulsée par les Chiennes de garde et Ni putes ni soumises. « OLF » se définit comme tournée vers un public plus jeune que ses aînées. Ses membres elles-mêmes sont de jeunes femmes dans la vingtaine, entrées récemment dans le milieu du travail qui les expose aux discriminations. Les jeunes femmes d'Osez le féminisme ! s'emparent d'Internet puis progressivement des réseaux sociaux pour partager leur expérience du sexisme.

FAIRE LE BUZZ

« *On n'est pas les seules à s'être emparées des réseaux sociaux* » note Eléonore d'Osez le féminisme ! Tout de même : 68 000 likes sur la page Facebook de l'association, 20 000 abonné-e-s sur Twitter, c'est une première en France. Hormis peut-être les Femen qui les talonnent, l'Hexagone ne connaît pas d'équivalent, car la thématique reste marginale. La frilosité des médias traditionnels à traiter du sujet a fait d'Internet et des réseaux sociaux les outils de prédilection de ces militantes. « *Personne ne le fera à notre place* » explique une jeune membre du collectif français FeministsVsCyberBully inauguré en décembre dernier sur Twitter.

S'ENTRAIDER

Les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter permettent la convergence des intérêts et l'échange de bons procédés. L'association Osez le féminisme ! s'aide par exemple de l'expertise de collectifs pour certaines de ses campagnes. « *Internet permet de nous mettre en relation, et en contrepartie, on fait de la pub aux collectifs* » explique Eléonore d'OLF.

SENSIBILISER

L'objectif est de viser au-delà de ce public déjà acquis à la cause. « *On crée un site spécialement dédié à chaque campagne, on relaie sur les réseaux sociaux, on tweete au moins 3 fois par jour, on change nos photos de profil. On bombarde quoi !* » résume-t-elle.

Une stratégie payante, pour l'association comme pour les internautes, qui peuvent y puiser un grand nombre d'informations. « *Une de nos militantes poste beaucoup de trucs sur Facebook : des pavés souvent en rapport avec les violences. Eh bien, ce sont les plus likés ! On est devenues un média d'information sur les droits des femmes* » conclut Eléonore.

RAJEUNIR

« *Internet donne une image moderne des féministes, qu'on n'avait pas forcément avant* » explique Eléonore. Les outils 2.0 ont donné un coup de jeune au combat féministe. Le public jeune semble lui aussi s'émouvoir de la cause. « *On est toutes des filles de Twitter, entre 17 et 35 ans* » indique une membre du collectif FeminismVsCyberBully.

AGIR

En plus de partager leur connaissance en matière de droits des femmes, les militantes se servent d'Internet comme levier d'action. Elles réalisent des questionnaires en ligne, montent des statistiques, et font remonter aux autorités. Osez le féminisme ! est par exemple à l'origine de la création de l'éphémère ministère des Droits des femmes, de la sensibilisation de l'opinion au harcèlement dans les transports en commun, ou de la suppression du « mademoiselle » dans les formulaires administratifs. Certains outils numériques sont particulièrement efficaces : les pétitions en ligne, les visuels bombardés partout ou les Thunderclap (« *une sorte de plateforme où les s'inscrivent pour poster en même temps pour faire monter la sauce sur un sujet* » explique Eléonore).

TWEETER

Le collectif FeministsVsCyberBully a fait siens les outils de Twitter: à renfort de hashtags, trending topics et fiches de signalisation, il entend interpeller le réseau social sur les problèmes de cyber harcèlement fréquents sur le site. « *On veut des choses précises, on vise Twitter qui ne répond pas aux lois françaises* » explique une des militantes.

Un thème sur lequel Osez le féminisme ! prévoit de mener une campagne dans les prochains mois. « *On travaille sur le revenge porn, même si on n'est pas encore tout à fait claires sur les revendications* » explique Eléonore.

ALLER PLUS LOIN

Connecté rime avec avisé plutôt qu'instantané. Une vraie force qui effraie les plus hostiles aux avancées de ce combat millénaire des droits des femmes. « *Dès son ouverture, le site a subi des attaques de la part d'un hacker et a reçu de nombreux mails d'insultes* » se souvient la militante d'Osez le féminisme ! Et si Internet était enfin l'allié qu'il fallait aux féministes ?

Lancée en octobre dernier en réaction à l'affaire de la TVA sur les protections hygiéniques, la campagne Sang Tabou a son propre site, où un formulaire est proposé aux internautes pour relater leur expérience des règles.

MEIN KAMPF
COMBATTRE LE MYTHE

Comme bon nombre d'œuvres littéraires polémiques, *Mein Kampf*, le manifeste raciste d'Adolf Hitler, vient de tomber dans le domaine public en Allemagne 70 ans après la mort de son auteur. Une nouvelle édition accompagnée de commentaires rédigés par des historiens allemands est parue le 8 janvier dernier. L'objectif de ce travail : s'attaquer au mythe qui continue de graviter autour du livre.

Gérémy Charrier

À partir de 1979, les Nouvelles Éditions Latines ont dû doter le texte d'un avertissement au lecteur en préambule suite à la décision de la Cour d'appel de Paris.

Gérémy Charrier

Malgré la mort du *Führer* le 30 avril 1945 et plus de 90 ans après sa première publication en Allemagne, *Mein Kampf* (*Mon combat*) suscite toujours la même fascination. Alors qu'il était la propriété du Land de Bavière depuis 1945, la traduction du texte a été confiée à l'Institut für Zeitgeschichte de Munich en 2011. Contrairement à ce qui pouvait être attendu, cette décision n'a pas créé de réelle polémique en Allemagne. À l'unisson, les institutions juives allemandes, les historiens et les professeurs de lycée ont donné leur bénédiction au projet. Le pari commun était alors de « *démythifier* » l'œuvre en l'accompagnant de commentaires et d'annotations mettant en lumière les enjeux linguistiques et historiques de l'œuvre originale. Dès que cette idée a germé outre-Rhin, la maison d'édition Fayard, sous l'impulsion d'Anthony Rowley, a voulu penser la transcription du texte en français.

UN DÉBAT PLUS POLITIQUE EN FRANCE

Bizarrement, en France, cette annonce a causé un émoi différent de la part de l'opinion publique et de la classe politique, avec Jean-Luc Mélenchon - de tous les combats antifascistes - en figure de proue. Fayard n'a pas encore réellement lancé le projet de réédition française du livre, en dehors de la traduction effectuée par Olivier Mannoni, traducteur entre autres de Stefan Zweig ou de Peter Sloterdijk. Actuellement, dans l'Hexagone, seules les Nouvelles Éditions Latines publient le pamphlet antisémite d'Adolf Hitler avec en préambule un avertissement au lecteur, comme le demande l'arrêt de la Cour d'appel de Paris de 1979.

Mais, selon l'historien bordelais spécialiste du nazisme, Nicolas Patin, « *la traduction originale de Fernand Sorlot, qui date de 1934, est vraiment très mauvaise* ». En voulant retranscrire les propos d'Hitler dans un bon français et du fait d'un rapport trouble au contenu antisémite, il a partiellement détourné le propos du texte. « *De mon point de vue, mettre en chantier une nouvelle traduction est indispensable* », poursuit Nicolas Patin.

D'après lui, la lutte contre le mythe doit se faire dans deux directions. Dans un premier temps, il faut « *démythifier le contenu* ». Ce qui revient principalement à démontrer que *Mein Kampf* est doté d'une idéologie pauvre, raciste et violente, et que le livre n'a rien d'original. Son principal fait d'armes étant d'essayer de répondre au marxisme en « *substituant la lutte des races à la lutte des classes* ».

Dans un second temps, et c'est surtout sur ce point que le mythe s'est formé, il s'agit de « *démythifier l'impact* » de l'œuvre. Pour ce faire, les annotations doivent rappeler que le livre d'Hitler a été très peu lu avant son accession au pouvoir en 1933. Et que la lecture était fragmentée et publique, car son idéologie se fonde sur un rapport primordial à l'oralité. Ensuite, le livre n'annonce jamais la Shoah. Le processus d'extermination et ses fondements n'y sont jamais énoncés, malgré un antisémitisme radical. Si le livre a contribué à donner une malheureuse cohérence à l'antisémitisme nazi, il ne suffit pas à expliquer les funestes événements de la Seconde Guerre mondiale. Une fois toutes ces zones d'ombre éclaircies, le livre n'est plus qu'à « *considérer comme un texte historique* », intéressant moins pour son contenu que pour son caractère symbolique.

UN TRAVAIL D'INTELLIGENCE

Dans cette affaire, des critiques visent directement Fayard. Accusée de vouloir faire de l'argent avec l'œuvre, la maison d'édition se dédouane en partie en annonçant qu'elle reversera les potentiels bénéfices à des associations caritatives pour faire taire ses détracteurs. Chez les libraires, comme Mollat à Bordeaux, la réédition en allemand a déjà été commandée. Et par la voix du responsable du rayon Littérature et Sciences Humaines, Pierre Coutelle, la librairie bordelaise salue l'initiative de Fayard. « *C'est une très bonne nouvelle. Pour nous, tout ce qui participe d'un travail d'intelligence est à communiquer* ».

IMPRIMATUR N° 694 21 JANVIER 2016

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD
«NOS HOMMES POLITIQUES NE SAVENT PLUS PENSER LA GUERRE»

Sandrine Roudeix

Jean-Claude Guillebaud a connu les champs de bataille. Correspondant de guerre pendant 26 ans pour Le Monde et le Nouvel Obs, il en a intégré sa permanence. Pris entre son admiration pour son père, héros de la Grande Guerre, et une adolescence portée par des slogans plus pacifistes, il s'intéresse aujourd'hui aux rapports ambigus que l'homme entretient avec la mort.

Propos recueillis par
Pascal Corazza

Clausewitz disait : « La guerre, c'est faire de la politique par d'autres moyens. » Et le terrorisme ?

On a cru trop vite que la guerre avait disparu, qu'elle serait remplacée par le terrorisme. C'était le propos du philosophe Frédéric Gros, en 2005. Qu'il n'y aurait plus d'armées, de champs de batailles. Or on voit aujourd'hui, en Syrie, par exemple, que les deux coexistent. Les Russes y ont 5000 hommes sur le terrain, nous avons un porte-avion dans le Golfe. Le problème est que nous ne sommes pas prêts à affronter ces deux phénomènes. Pourquoi ? Parce que nos dirigeants n'ont pas connu la guerre. Ils n'ont pas été amenés à la penser. Il faut remonter au XVIIIème pour retrouver un laps de temps de paix aussi long que celui que nous avons connu. Ce qui est inquiétant, c'est la gesticulation gouvernementale, avec des mesures comme l'état d'urgence, qui montre une certaine panique, en plus haut lieu. Obama a avoué lui-même ne pas avoir de stratégie pour combattre le terrorisme.

N'est-il pas surtout inquiétant de savoir que nos ennemis peuvent se trouver non pas à l'étranger, mais à deux pas, dans nos rues, nos quartiers ?

Ce qui est préoccupant c'est que dix salopards puissent faire vaciller l'Etat français. Cela montre à quel point nos sociétés sont fragiles. Il faut adopter le flegme des Anglais durant la seconde guerre, qui voyaient 500 des leurs mourir en une nuit sous les bombardements, et qui étaient toujours capables de plaisanter. A quelqu'un que l'on invitait, on disait : « Si vous arrivez et qu'il n'y a plus de porte, entrez quand même » …

Claude Lanzmann disait sur France Inter que nous vivions platement, sans utopie. Ces jeunes qui partent au Proche-Orient ne trouvent-ils pas dans leur engagement une forme d'idéal de substitution, face au vide ?

Claude Lanzmann a raison, et ça me rappelle 1968. Un article de Pierre Viansson-Ponté, qui s'intitulait : « La France s'ennuie ». Et l'ennui, ça pousse les gens à sortir dans la rue. 1968, ça n'a pas été le terrorisme en France, mais regardez en Italie, avec les Brigades Rouges ou Prima Linea. Ce furent les « années de plomb ». Dans mon livre, je cite un autre philosophe, Olivier Roy, qui rappelle que la plupart du temps, ce n'est pas l'Islam qui fait partir les jeunes (dont 40%, je le précise, ne sont pas musulmans), mais l'excitation du risque.

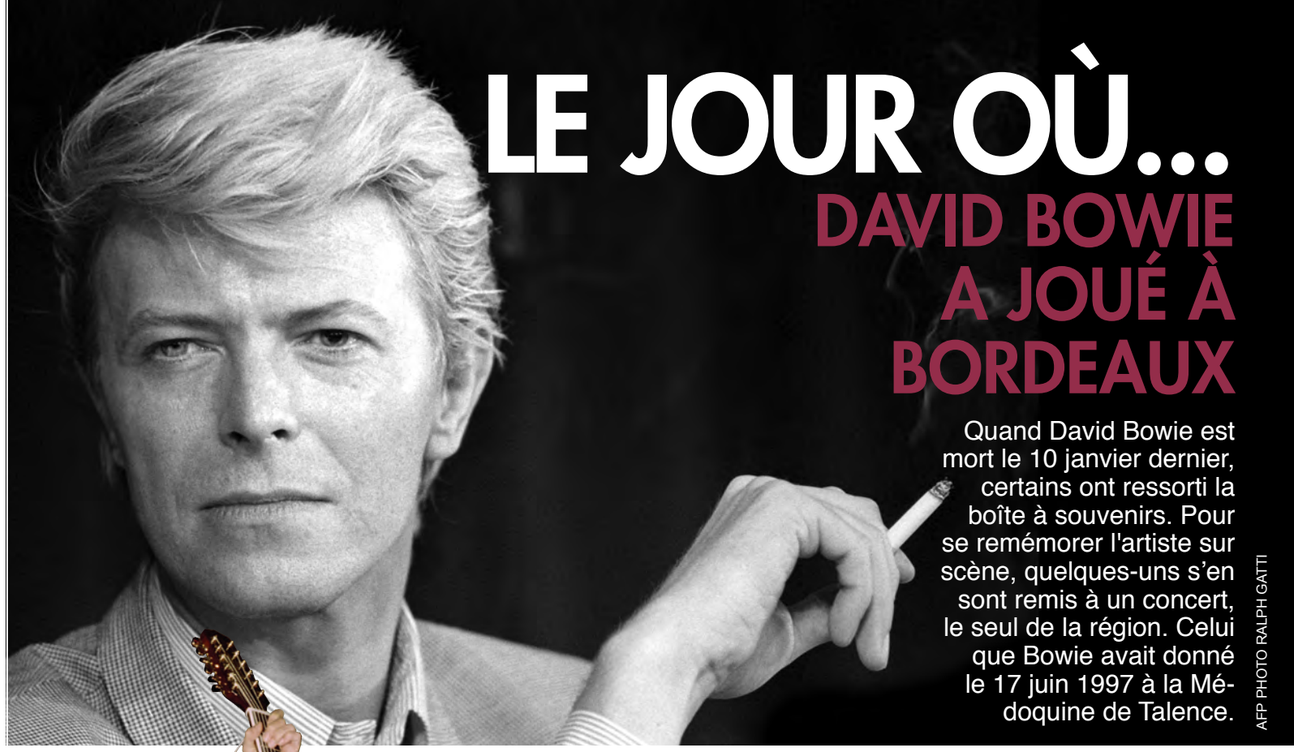
Vous aviez des amis, qui sont tombés sous les balles des Kouachi, à Charlie Hebdo ?

Cabu a vu grandir mes filles. C'était mon ami et l'homme le plus gentil de la terre. Je lui disais : « *Je me battrai pour que ton journal existe, mais ne me de-mande pas d'aimer ce qu'il y a dedans.* ». Il trouvait ça tout à fait normal. Quant à Bernard Maris, il était marié à Sylvie Genevoix. J'ai été l'éditeur de son père, le grand Maurice Genevoix. Nous nous connaissions bien. J'étais le complice idéologique de Bernard Maris sur le plan économique. Il avait d'ailleurs publié en 2013 un livre sur la guerre *(L'homme dans la guerre*, NDLR). J'ai donc été touché très personnellement par ce drame épouvantable.

Jean-Claude Guillebaud présentera son livre dans les salons de la librairie Mollat ce jeudi 21 janvier 2016 dans les salons Albert Mollat
La rencontre sera retransmise en live sur mollat.com

INFOS LIVRE

- **Titre : Le Tourment de la Guerre : pourquoi tant de violence?**
- **Editions** *L'ICONOCLASTE*
- **Prix : 20 €**
- **ISBN : 979-10-95438-03-8**
- **Sorti le 6 janvier 2016**



AFP PHOTO RALPH GATTI

LE JOUR OÙ...
DAVID BOWIE A JOUÉ À BORDEAUX

Quand David Bowie est mort le 10 janvier dernier, certains ont ressorti la boîte à souvenirs. Pour se remémorer l'artiste sur scène, quelques-uns s'en sont remis à un concert, le seul de la région. Celui que Bowie avait donné le 17 juin 1997 à la Médoquine de Talence.

AFP PHOTO JOHNNY EGGITT

Mickael Chailloux

Une foule compacte se masse sur le parking de la Médoquine, ce bâtiment de vitres et de béton installé près de la barrière de Pessac. C'est vrai que l'événement n'est pas mince : la venue improbable d'une énorme star de la musique internationale dans cette petite salle. « *David Bowie ici, c'était inespéré* », insiste Vincent Brunner, étudiant en journalisme de 23 ans en 1997. Il faut dire que Bowie sortait d'une grande tournée, promises aux festivals, les Eurockéennes de Belfort ou Rock en Seine par exemple. Alors, pour un habitué des stades, se retrouver à Pessac pour livrer un concert pour (seulement !) 2500 personnes, c'est pour le moins inattendu. Ou totalement fou.

BOWIE DANS UNE DISCOTHÈQUE POUR 31 EUROS

Donc, la première étape pour les spectateurs, c'est faire la queue devant le Virgin Megastore place Gambetta (aujourd'hui disparu) pour obtenir le précieux sésame. Pour Fabrice comme pour Marie-Ange, deux autres heureux élus, l'attente a été longue : plus de deux heures devant le magasin Virgin Megastore dans l'espoir de ne pas arriver trop tard. « *Miracle, j'ai eu deux places, et je crois qu'après moi, il n'en restait plus que deux* », raconte un peu hébétée Marie-Ange. Le prix des billets : 205 F, soit 31 euros environ !

Entrée dans la salle. Cadre intimiste. Stéphane C. Jonathan (aujourd'hui rock critique à Sud Ouest) se souvient : « *A l'intérieur, les gradins avaient été repliés au fond de la salle pour entasser les gens debout. C'est une salle assez difficile, avec d'épais poteaux de béton qui gênent la vue, des murs vitrés qui renvoient le son, et une scène tellement basse que les gens de taille normale galèrent toujours pour bien voir.* » On attend Placebo en première partie, mais finalement, personne n'est là. On s'occupe comme on peut, alors que la sono crache de la drum'n'bass et de la techno. « *Tout le monde se dandinait en buvant une bière et en fumant une clope* ».

TROIS BALLONS, 27 CHANSONS ET UN SON FORT

Et puis arrive David Bowie, et son groupe. Parmi eux, il y a Gail Ann Dorsey, qui livrera avec le chanteur une version toute en puissance d'« Under Pressure », le tube chanté dans sa version originale par Queen et Bowie. Lui entre en scène, et prend la parole : « *Tonight, it's...a long show* ». Pendant presque trois heures (!), le chanteur va naviguer entre tubes dansants (« Fame », « Under Pressure », « Fashion »...) et chansons issues de ses derniers projets « Outside » et « Earthling ». Quelques classiques obscurs aussi, et au milieu, une reprise : « White Light White Heat » du Velvet Underground. « Un ravissement absolu » selon Fabrice qui comme les autres, ne s'attendait pas à cette longueur de set. Pour Stéphane, cette reprise était « *sauvage à souhait. Bowie ressemblait à un chien méchant, canines dehors et air menaçant.* »

Ont-ils apprécié le concert ? « *J'ai le souvenir d'une communion forte et intense avec le public* » ajoute Fabrice, un des meilleurs concerts qu'il ait vus à Bordeaux. « *J'ai eu l'impression d'avoir assisté à un truc hors-norme* ». Stéphane complète : « *Personnellement, j'ai adoré ce concert. La possibilité de s'approcher jusqu'au premier rang, sentir sa présence si proche...* »

Pour n'importe quel fan de Bowie, on avait l'impression d'assister à un concert dans un club. Comme si la Médoquine s'était, l'espace d'un soir, transformée en Cavern Club, la fameuse salle qui a accueilli les Beatles au début de leur carrière. Il faut dire que le son n'était quand même pas génial, à en croire Stéphane Jonathan :

« *Le public était un peu sonné par la violence des guitares et de la batterie. La réverb' insupportable étouffait le son... ce n'est pas facile pour les non-initiés mais pour les fans, c'était génial !* ».

Autre élément dont se souviennent les spectateurs : un jeu de lumière avec des ballons de baudruche où le visage et le costume de Bowie se reflétaient, « *des espèces de globes oculaires assez flippants* », selon Fabrice. Son dernier souvenir de ce concert : Bowie, dans un peignoir blanc, signant des autographes derrière la salle.

COUPS D'COEUR *de la rédac'*

EXPO

10/10

C'est la note qu'aura Bordeaux cette année en photographie. C'est aussi un festival, une saison devrait-on dire tant cet événement s'inscrit dans la durée. Jusqu'au 16 mars, neuf photographes exposeront dans huit hauts-lieux de la photo bordelaise : le Labo Révélateur d'images, l'Ascenseur végétal ou encore le Gourbi. Dès le 18 janvier, retrouvez le reporter Alexandre Dupeyron, premier exposé, à la Bibliothèque Flora Tristan (près de la gare Saint-Jean). Son travail en noir et blanc sur les contrastes terribles de la société coréenne est une approche intime du thème de l'exclusion. Avec "Hell Korea", le photographe commence une série consacrée aux dragons d'Asie. À suivre.

Alexandre Dupeyron

CINÉMA

BANG GANG

Le premier long métrage d'Eva Husson aborde un sujet tabou : la sexualité débridée et insouciante des jeunes. Au programme, une bande de lycéens qui, pour occuper son temps libre, s'adonne au plaisir du gang bang. C'est une jeunesse 2.0, biberonnée au porno et aux réseaux sociaux que dépeint la jeune réalisatrice. Une réalisation maîtrisée, appuyée par une bande d'acteurs prometteurs et une bande son électro enivrante.

CAROL

Dans le New York de la fin des années 50, Therese (Rooney Mara), une petite vendeuse d'un magasin de luxe, croise le regard de l'élégante Carol (Cate Blanchett). Entre la femme au foyer et la brunette au teint de porcelaine naît une passion amoureuse évidemment interdite. Mélancolie et désirs sont au cœur de ce drame émouvant servi par une mise en scène raffinée. À voir absolument !

LES 8 SALOPARDS

(Quentin Tarantino). Un western en huis clos, sur fond de guerre de Sécession. Une bande de salopards coincée dans une auberge. Et du sang. On rit, on est horrifié, mais on n'en ressort pas indemne: une écriture acérée et piquante, une tension palpable, une vision de l'Homme pathétique. Jusqu'à éclater dans une mare de sang. Un régal.

JEUX VIDÉOS

FIREWATCH

Servi par une direction artistique sublime, ce jeu d'aventure contemplatif nous plonge dans la peau d'Henry, un homme qui a tout plaqué pour devenir garde forestier. À travers des mécaniques simples d'orientation et d'exploration, le jeu développe une histoire propre à chaque joueur en lui soumettant des choix à faire. Tout l'enjeu du titre réside dans sa puissance narrative et le lien émotionnel que notre protagoniste entretient par radio avec Delilah, sa supérieure et unique contact. Sortie prévue le 7 février sur PC/MAC et PS4.